Certification en droit et en jure

Par cochage et validation de cet avis, il est certifié en droit et en jure, et sous peine de parjure que :

1. Compétence légale de ce tribunal

La base légale qui confère compétence à ce tribunal dans cette affaire est claire et conforme à la loi et à l'équité.☐L'acte de création ou le décret législatif établissant ce tribunal est disponible et accessible pour vérification.☐Ce tribunal agit en vertu de la Constitution ou d'un cadre législatif qui est clair.☐L'autorité de tutelle ou de supervision de ce tribunal est avec des statuts, et ces statuts sont certifiés corrects.☐

2. Légitimité des parties impliquées

Ces juges sont présents et ont prêté serment conformément à la loi en vigueur, et ce serment est accessible sous forme certifiée.☐Les qualifications et accréditations des parties intervenantes, notamment les avocats et les procureurs, sont confirmées et vérifiées.☐Aucun conflit d'intérêt ou relation personnelle entre les juges et les parties adverses n'est constaté dans cette affaire.☐

3. Nature et procédure du tribunal

La juridiction de ce tribunal (pénale, civile, administrative) est clairement établie et documentée.Toutes les audiences sont enregistrées et archivées conformément aux normes légales applicables.☐Les garanties de transparence nécessaires pour protéger les droits de chaque partie sont mises en place.☐Les lois ou règles de procédure qui régissent ce tribunal sont identifiées et accessibles.☐

4. Respect des droits fondamentaux

Le droit à un procès équitable de chaque partie est garanti par des mécanismes explicites.☐Cette procédure respecte les principes de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, notamment en matière de procès équitable.☐Chaque partie conserve le droit de récuser un juge ou un membre du tribunal en cas de soupçon d'impartialité.☐Des recours légaux sont accessibles et applicables si des droits fondamentaux sont violés dans le cadre de cette procédure.☐

5. Reconnaissance légale du tribunal

Ce tribunal est reconnu par la Constitution ou la législation nationale en vigueur.☐Un registre ou un document officiel valide l'existence légale de ce tribunal, et ce registre est accessible.☐Les nominations et le fonctionnement de ce tribunal sont validés par une institution ou autorité compétente.☐Ce tribunal est habilité à rendre des décisions exécutoires, et ces décisions sont conformes à la loi.☐

6. Aspects financiers ou administratifs

Les transactions financières ou amendes associées à cette procédure sont enregistrées conformément aux normes légales et financières applicables.☐La gestion financière de ce tribunal est transparente et conforme aux principes d'impartialité et de justice.☐Les registres financiers de ce tribunal sont disponibles pour vérification.☐Soumettre la certification

From:
http://sui-juris.fr/wiki/ - **:Res-sources sui-juris.**

Permanent link:
http://sui-juris.fr/wiki/doku.php?id=astuces:certificat_tribunal_de_iuris_vs_de_facto

Last update: **2025/04/19 19:52**